

Valls et le PS : la fin d'une histoire tortueuse

MIS EN LIGNE LE 27/06/2017 À 19:54 ✎ THÉO ANBERRÉE (ST.)

DANS CET ARTICLE

■ L'élection de Valls dans l'Essonne toujours contestée

L'ancien Premier ministre quitte le Parti socialiste et siégera avec le groupe La République en marche à l'Assemblée nationale. Ce départ marque la fin d'une alliance compliquée entre l'enfant terrible de la gauche française et son ancienne formation politique.



Les histoires d'amour finissent mal en général. Manuel Valls n'a pas démenti l'adage en annonçant, ce matin sur RTL, son divorce du Parti socialiste. «*Je me suis inscrit dans la majorité présidentielle dans cette campagne des législatives, a rappelé celui qui était membre du PS depuis plus de 30 ans. Il y a un moment où il faut être au clair. Je veux siéger au cœur de cette majorité par cohérence. Je quitte le Parti socialiste, ou le Parti socialiste me quitte.* »

Lire aussi

[Valls choisit Macron pour les élections législatives](#)

Par un vote à main levée, La République en marche a finalement décidé d'accepter, sur proposition de son président Richard Ferrand, l'ancien Premier ministre dans ses rangs en tant que député apparenté. « *Enfin Manuel Valls fait quelque chose de bien pour la gauche* », tweet le député socialiste du Cher Yann Galut. « *Il a fait un choix cohérent, de liberté* », défend à l'inverse la vice-présidente du groupe socialiste à l'Assemblée nationale Delphine Batho.

Au sein du Parti Socialiste, le natif de Barcelone n'aura donc jamais fait l'unanimité. Lorsqu'il entre en politique, Manuel Valls épouse la gauche sociale-démocrate de Michel Rocard. Après plusieurs années passées dans l'ombre, notamment au côté de l'ancien Premier ministre Lionel Jospin (1997-2002), il s'implante à partir de 2001 dans la ville populaire d'Evry.

Désavoué par la gauche

Energique, parfois cassant, mâchoires serrées et regard noir, le Catalan n'hésite pas à privilégier le rapport de force frontal. Dès 2007, il souhaite changer le nom du PS qu'il juge dépassé. Au sein du parti, son style est critiqué et ses idées détonnent. Manuel Valls est parmi les premiers socialistes à s'attaquer aux 35 heures, à la retraite à 60 ans et vote, en 2010, la loi sur l'interdiction de la burqa initiée par la droite. « *Sarkozy de gauche* », lui reprochent ses détracteurs. « *Il faut en finir avec la gauche passiste, celle qui s'attache à un passé révolu et nostalgique* », répond-il.

En 2014, François Hollande hésite jusqu'au dernier moment avant de le nommer à Matignon en raison de sa posture droitière. Malgré la défection des écologistes et d'une partie de la majorité, Manuel Valls refuse les concessions. En 2016, il utilise l'article 49.3 pour passer en force la loi travail et soutient, au nom de la laïcité, l'interdiction du burkini.



Lire aussi

[Manuel Valls, l'éternel provocateur devenu boulet](#)

Après le refus de François Hollande de se porter candidat, il démissionne de son poste de Premier ministre pour défendre le bilan de l'exécutif aux primaires de la gauche. La campagne est dure. Manuel Valls subit un jet de farine et prend une gifle, signes des réactions épidermiques qu'il suscite parfois. Sèchement battu par Benoît Hamon au deuxième tour, il est désavoué par la gauche.

Au Parti socialiste, « *il y a toujours cette idée du romantisme*, déclarait-il dans une interview publiée lundi sur le site de *Libération*. *Je ne suis pas romantique.* » Fin du je t'aime moi non plus.

L'élection de Valls dans l'Essonne toujours contestée

Dans un communiqué publié ce mardi, la France insoumise annonce que sa candidate Farida Amrani et son suppléant Ulysse Rabaté, déposeront mercredi 28 juin un recours devant le Conseil constitutionnel pour demander l'annulation de l'élection de Manuel Valls.

« *L'étude minutieuse des documents officiels par les citoyens de la circonscription fait remonter chaque jour des éléments nouveaux, que nous ajoutons au dossier avec la sérénité qui guide notre démarche depuis le soir des résultats* », indique la formation politique de Jean-Luc Mélenchon.

Pour rappel, l'ancien Premier ministre ne s'était imposé qu'avec 139 bulletins d'avance dans la première circonscription de l'Essonne. Le soir du scrutin, il avait été qualifié de « *tricheur* », au moment de son discours, par certains des militants de la France insoumise.
